

Face aux chocs du monde, l'ouverture est notre seul atout

L'essentiel en bref:

- Dans un monde où les droits de douane se multiplient et les tensions géopolitiques s'aggravent, la tentation du repli gagne du terrain
- Les répercussions économiques seraient immédiates
- L'ouverture n'est pas un luxe, mais notre meilleure assurance face aux chocs

Ormuz sous tension, les marchés en alerte. Dans un monde où un détroit peut devenir une arme, où les droits de douane se multiplient et les tensions géopolitiques s'aggravent, la tentation du repli gagne du terrain. Les répercussions économiques sont immédiates: incertitude, chaînes d'approvisionnement fragilisées, envolée des coûts logistiques, des matières premières et de l'énergie, fragmentation des marchés. Quand deux francs sur cinq sont générés par nos exportations, se refermer n'est pas une option. Autant dire que l'ouverture n'est pas un luxe, mais notre meilleure assurance face aux chocs.

C'est la stratégie que poursuit la Suisse. Dernier exemple en date: la signature lundi à Tromsø d'un accord de libre-échange avec la Malaisie. Ce texte ouvre l'accès à un marché stratégique d'Asie du Sud-Est, avec – pour la première fois – un accord AELE d'accès réciproque aux marchés publics dans la région. Il prévoit aussi des engagements ambitieux en matière de durabilité, et des débouchés dans les technologies d'avenir, comme les semi-conducteurs. Il s'ajoute à l'accord adopté avec l'Inde, à la modernisation de l'accord de libre-échange avec le Chili (approuvée au Conseil des États), ou encore aux accords conclus avec la Thaïlande et le Kosovo. Quant à l'accord AELE-Mercosur, en phase de finalisation, il supprimerait 95% des droits de douane sur nos exportations, pour un gain estimé à 180 millions de francs par an.

Autre avancée méconnue: l'accord signé avec le Royaume-Uni sur les services financiers. Ce texte inédit ouvre la voie à un commerce plus fluide entre les deux pays dans des domaines comme la banque, l'assurance ou la gestion d'actifs. Plutôt que d'imposer les mêmes règles, les deux pays reconnaissent que leurs systèmes aboutissent à des résultats comparables – une approche inédite entre grandes places financières européennes.

Mais ces efforts vers le reste du monde ne sauraient compenser l'enjeu de stabiliser et de consolider la voie bilatérale avec notre principal partenaire: l'Union

européenne. Plus de 50% de nos exportations y sont destinées. Et l'enjeu dépasse les seules entreprises tournées vers l'international. La dynamique des exportations irrigue tout notre tissu économique: fournisseurs, artisans, services, commerces. De la start-up à la multinationale, du boulanger au bureau d'ingénieur, c'est toute l'économie suisse qui est concernée.

C'est dans ce contexte que s'ouvre une séquence décisive. Depuis le 13 juin, la consultation sur le nouveau paquet d'accords, les Bilatérales III, est ouverte. Tous les textes sont désormais sur la table. Place aux faits. Il est temps d'aborder ce débat avec rigueur, loin des caricatures. *economiesuisse* va mener une analyse approfondie, en y associant tous ses membres.

Mais au-delà de tous ces textes et accords, c'est aussi une certaine idée de la Suisse qui est en jeu. Un pays ouvert, connecté, capable de faire face aux chocs sans se replier. Dans un monde instable, ce sont les ponts – pas les murs – qui garantiront, demain comme aujourd'hui, notre liberté d'action, notre bien-être et notre sécurité économique.

Cet article a paru dans l'Agefi le 24 juin 2025.